

EN SIGNE DE PROTESTATION CONTRE LA DÉGRADATION DE LEUR SITUATION PROFESSIONNELLE

Les avocats en grève de trois jours à partir de ce lundi à Béjaïa

Les avocats de la wilaya de Béjaïa ont décidé, au terme de leur session ordinaire tenue samedi dernier, d'une grève de trois jours à partir de lundi prochain, annonce l'Ordre régional des avocats de Béjaïa dans une déclaration transmise à la presse.

Les avocats de la région de Béjaïa entendent exprimer, par cette action, leur colère contre la dégradation de leur situation professionnelle. Dans son communiqué, l'Ordre régional des avocats de Béjaïa s'élève contre le «retard incompréhensible accusé dans le réaménagement des tribunaux sac-

cagés lors de évènements de janvier 2011, dont ceux de Kherrata, Amizour, Sidi Aïch, l'annexe Tazmalt et le manque flagrant de l'encadrement au niveau des juridictions dépendantes de la cour de Béjaïa (déficit en magis-

trats et greffiers)». Les rédacteurs du communiqué s'insurgent aussi contre la non-prise en considération des pré-occupations soulevées par la défense par le passé», tout en accusant les autorités locales «d'indifférence» quant à la prise en charge de leurs doléances. A ce sujet, M^e Larbi Lazizi, avocat à Sidi Aïch, citera à titre d'exemple celle portant notamment sur «la mise à leur disposition d'une parcelle de terrain pour la construction

d'une Maison de l'avocat de Béjaïa au même titre que d'autres organisations au niveau national».

Il convient de signaler que la grève des avocats de Béjaïa interviendra la veille de l'ouverture de la première session criminelle ordinaire pour l'exercice 2015. Etalée jusqu'au 26 mars, celle-ci aura à traiter, avec une moyenne de deux affaires par jour et parfois trois, 57 affaires liées à divers délits. Le trafic de drogue, l'homicide

volontaire avec préméditation, la tenta- tive de meurtre, l'agression et les bles- sures ayant entraîné la mort sans intention de la donner, le vol, la consti- tution de bandes de malfaiteurs, l'in- cendie volontaire, la falsification de billets de banque, la falsification et l'uti- lisation frauduleuse de sceaux et documents officiels et d'autres affaires liées au terrorisme sont autant de griefs retenus contre les inculpés.

A. Kersani

OUM-EL-BOUAGHI

Deux jeunes arrêtés en possession d'une quantité de drogue

De sources concordantes, nous avons appris que les éléments de la police judiciaire de la Sûreté de wilaya ont arrêté, durant les deux der- niers jours, deux jeunes originaires de Bir-El- Ater, dans la wilaya de Tébessa en possession d'une quantité de drogue.

Les faits de cette histoire remontent aux deux derniers jours lorsque les éléments de la police, dans un point de contrôle routinier au niveau de la RN 32 reliant la wilaya d'Oum-El- Bouaghi et la wilaya de Khenchela, ont intercep- té deux jeunes à bord d'un véhicule de type Renault 25, après une fouille minutieuse, les policiers ont découvert une quantité de kif traité estimée à 500 grammes bien dissimulée dans le véhicule. Les deux jeunes originaires de la ville de Bir-El-Ater ainsi que le véhicule ont été conduits au commissariat de police pour des procédures avant que les deux jeunes ne soient présentés devant la justice.

Moussa C.

SIDI-BEL-ABBÈS

Le cadavre retrouvé sur la voie ferrée n'était pas celui de la victime du train

Le cadavre retrouvé dans la nuit de vendredi à samedi sur la voie ferrée du quartier proche du marabout Sidi-Bel-Abbès par une patrouille de police, alors qu'elle effectuait une ronde de rou- tine, n'était pas celui de la victime du train. Il s'agit du cadavre d'un jeune homme âgé de 32 ans, victime d'un homicide.

Selon nos sources, la victime et son présumé meurtrier veillaient dans le quartier Adim-Fatiha, autour de quelques verres, lorsque le drame s'est produit. La victime a été poignardée.

Son cadavre a été déposé sur la voie ferrée est c'est la police qui a aperçu une forme huma- ne allongée sur les rails du chemin de fer. Le jeune homme a été assassiné à l'arme blanche. Plus loin, les policiers ont interpellé trois per- sonnes dont le présumé meurtrier. Ce dernier a été arrêté et sera déféré devant le procureur de la République.

A. M.

AÏN-SEFRA

L'armée plante 5 000 arbres

A l'instar des autres régions du pays, les éléments de l'ANP opérant à travers des diffé- rentes brigades de la II^e Région militaire ont, en collaboration avec les services des forêts, les SMA (scouts), la société civile et plusieurs autres citoyens, procédé hier, à la plantation de 5 000 arbres de différentes espèces sur la zone dite M'hisrate (aérodrome sis à 2 km de la ville de Aïn-Sefra). Initiée sous le thème, «un arbre pour chaque citoyen», cette campagne se poursuivra à travers d'autres sites, a affirmé l'un des commandants des forces chargé de l'opération de reboisement.

B. Henine

ÉNIÈME COUP DE THÉÂTRE À L'APW

Gel des salaires et indemnités des élus de l'ensemble de l'exécutif

L'APW de Béjaïa, gérée par le groupe FFS, n'en finit décidément pas de défrayer la chronique.

Après le blocage de l'institution élue de wilaya par la nouvelle majorité constituée par le RCD, le FLN et le Forum socialiste (FS) qui réclament le renouvellement de l'exécutif et la réorganisation des commissions, un autre épi- sode vient allonger la longue série noire qui se joue depuis quelques mois déjà entre l'opposi- tion et le bloc FFS pour le contrôle de ladite

assemblée. C'est ainsi que le gel des indem- nités des élus, et des salaires de l'exécutif et du président de l'APW vient d'être prononcé par le directeur de la réglementation et de l'adminis- tration générale (Drag) suite à la demande de la nouvelle majorité, et ce, jusqu'au déblocage de la situation au sein de ladite institution élue de wilaya. L'information du gel des indemnités et des salaires du président et de son exécutif, ainsi que l'ensemble des présidents des com- missions permanentes, nous a été confirmé par le chef du groupe du RCD, Mouloud Deboub,

contacté hier par *Le Soir d'Algérie*. Le chef du groupe du RCD, membre du bloc constituant la nouvelle majorité au sein de l'APW, précise à l'occasion que l'exécutif et les autres respon- sables des commissions ont été aussi invités par l'administration à restituer les cartes grises et les clefs des véhicules de service mis à leur disposition dans le cadre de leur mission à l'APW. Un nouveau coup de théâtre qui promet de chauds rebondissements au sein de cette institution.

A. K.

UNIVERSITÉ DE BOUMERDÈS

Les étudiants débattent sereinement du gaz de schiste

Même si l'acuité du problème du gaz de schiste a rendu l'or- ganisation d'un débat, du point de vue de certains responsables politiques, quelque peu risqué, des étudiants de l'Université M'hamed-Bougara de Boumerdès (UMB), structurés dans leur club scientifique Eureka, ont fait abstraction de cette appréhen- sion pour en débattre sereinement. Et ce fut une réussite.

Pour la circonstance, le club Eureka que préside Lyès Macéf a fait un choix judicieux sur l'animateur de ce débat en l'occurrence Ihsane El Kadi, chroniqueur de presse.

On a noté la présence de la présidente du club scientifique Petroleum, Amel Boucetta à la salle de conférence de la biblio-

thèque centrale de l'UMB où s'est déroulé ce débat. Maîtrisant parfaitement le sujet, l'animateur a donné beaucoup d'informations à son auditoire. Il a distinctement situé les enjeux énergétiques, économiques et financiers qui concernent notre pays sur le long terme. Il n'a pas, pour autant, omis de rappeler que des pays

comme la Pologne, la France et même une partie de l'intelligentsia US ont rejeté l'exploitation de ce gaz pour des problèmes de risque écologique.

D'une part, il a affirmé que l'Algérie aura besoin, à l'horizon 2030, de 75 milliards de mètres cubes de gaz rien que pour pro- duire son électricité, c'est-à-dire de toutes les capacités de Hassi R'Mel et il a, d'autre part souligné le fait que la production baisse au niveau des gisements existants. Selon lui une autre voie existe pour atténuer la crise à venir. Cette voie se rapporte au secteur

de l'amélioration de l'exploitation, les nouvelles découvertes et les énergies renouvelables. En fait, l'orateur a donné à chacun des éléments de réflexion pour pou- voir se forger une idée plus claire sur le problème.

D'ailleurs, le débat a été assez intéressant. Et l'inquiétude des jeunes est réelle.

De tels débats sont néces- saires pour éclairer l'opinion publique déboussolée par la crise économique qui s'annonce et les risques divers qu'encourt l'Algérie.

Abachi L.

HATATBA (TIPASA)

Turbulence et effervescence au marché de gros

Sur les 43 marchés nationaux dédiés au commerce de gros de fruits et légumes, celui de Hatatba est l'un des plus impor- tants, c'est un mastodonte en mesure de desservir plusieurs des 654 marchés de détail de fruits et légumes avec notam- ment certains des 623 marchés hebdomadaires disséminés au niveau national. Son incontournable immensité lui permet d'approvisionner cet ensemble de marchés et tout le centre algérien et les régions reculées. Ce sont toutes ces raisons qui font que tout évènement qui affecte son fonctionnement est ressenti comme un sursaut avec un problème majeur.

C'est ainsi que le récent sit-in qu'ont observé plusieurs tra- vailleurs de ce marché de gros de fruits et légumes face au siège de la Direction du commerce de Tipasa pour exiger le départ du président-directeur général d'au- jourd'hui marché de gros, avec la menace de paralyser l'activité du marché à compter d'aujourd'hui dimanche n'a pas laissé insen- sible la hiérarchie de ce marché et les responsables locaux.

C'est ainsi que des membres du syndicat UGTA du marché de

gros de la ville de Hatatba vien- nent de nous informer du probable départ de ce président-directeur général en titre de ce marché de gros qui selon ces mêmes sources, aurait déposé sa démis- sion auprès du conseil d'adminis- tration de l'entreprise mère Magro. Ce P-dg fut impossible à joindre en vue de confirmer les allégations syndicales.

M. Benissad, le responsable syndical de cette entreprise a été plus prudent, «nous avons enten- du des rumeurs concernant cette

démission, mais je n'ai été desti- nataire d'aucun document. Même la tutelle n'a pas pu nous confir- mer cette nouvelle, malgré qu'un intérimaire vient d'être désigné. Le black-out total a été observé sur ce départ».

M. Boualem, le n°2 du syndi- cat, est formel «nous avons déci- dé de surseoir à la grève prévue pour aujourd'hui et nous envisa- geons de reprendre le dialogue en exposant la plateforme de reven- dications initiale en restant à l'écoute de toutes les proposi- tions». Il convient de rappeler que ce fut à l'issue de plusieurs coups de boutoir de ce syndicat contre «une gestion décriée de ce P-dg» en menaçant de lancer d'abord «de simples protestations pour dénoncer nos conditions de travail et le mépris du directeur à notre rencontre, mêlé de hogra et d'in- justice et traduite par une absen- ce de dialogue, ni réunion de tra-

vail avec la direction, ni aucune concertation avec les repré- sentants des travailleurs, aucune application de la convention col- lective». Le P-dg de ce marché de gros, qui avait à l'origine rejeté toutes ces accusations syndicales en révélant alors que «ces arrêts de travail sont illégaux», aurait décidé selon ces rumeurs de jeter l'éponge en persistant que «ces arrêts de travail ont induit des manques à gagner importants et des préjudices collatéraux».

M. Benissad, le responsable syndical de cette entreprise est confiant «ce P-dg a géré cette entreprise à sa façon en mépri- sant les travailleurs et leurs droits élémentaires. C'est un retraité dépassé par la réalité, qui se croit au temps de la féodalité, et de ce fait, il entrave le développement de notre entreprise et son départ est salutaire».

Houari Larbi